

11 FÉVRIER À FORCALQUIER - NOUS NE SERONS JAMAIS DANS LE RENONCEMENT ET NOUS RESTONS MOBILISÉS !

Bonjour,

Le monde hospitalier va très mal mais pas qu'à cause du Covid... à cause de leur politique ! De même, le secteur du médico-social est en ébullition depuis plusieurs semaines ! Et leur mépris n'a aucune limite puisque chacune de leur proposition bat des records d'indécence. Pour aller mieux, ils ont la solution : ils proposent de réduire la formation d'aide-soignante à 15 jours et de passer la formation d'infirmière de 3 ans à 2 ans. Ils n'ont aucune limite !

Des cours par intermittence... Des soins par intermittence... Des contrats par intermittence... Non ! Nous voulons une vraie formation, un vrai diplôme, un vrai travail et un vrai salaire !

183 euros d'augmentation pour les personnels d'un établissement et rien pour celui d'à côté à quelques dizaines de mètres ! On veut que s'arrête cette politique arbitraire, injuste et qu'il y ait une vraie reconnaissance pour des personnels qui prennent des risques en allant travailler chaque jour !

Macron a répété à plusieurs reprises que nous sommes en guerre ! il a raison nous sommes en guerre ! Nous sommes dans une guerre économique et une guerre de classe de plus en plus féroce !

Pendant que le gouvernement donne des centaines de milliards au patronat, les accords très défavorables se multiplient dans les entreprises et pour le public, les décrets et les ordonnances d'application de la loi de transformation de la fonction publique sortent les uns après les autres pour continuer à démanteler le statut !

On nous promet un monde de plus en plus complexe et incertain. Et en même temps, ils profitent de chaque crise ou de chaque menace pour réduire toujours plus nos libertés ou nous faire accepter des reculs qui auraient été inimaginables peu de temps avant.

Que ce soit dans le privé ou dans le public, les instances représentatives du personnel fonctionnent de manière dérogatoire ! Les droits des agents s'appliquent de manière dérogatoire ! La justice administrative couvre juridiquement le gouvernement en validant des décisions qui ne sont plus fondées sur l'application du droit mais sur des critères sanitaires sans qu'on sache vraiment sur quoi ces critères reposent !

Et que dire des 3 décrets publiés au mois de décembre concernant le fichage des citoyens pour leurs opinions syndicales, philosophiques, politiques ou religieuses. C'est digne d'une dictature !

Et que dire des 6 décrets sortis au mois de décembre concernant la communication des professionnels de santé. Désormais, la communication, qu'elle soit écrite ou qu'elle soit orale, doit être conforme aux recommandations du Conseil de l'Ordre. En quoi le Conseil de l'Ordre a le droit de s'immiscer dans une communication d'un professionnel de santé ? Ce n'est pas leur rôle !

Et ce qui est aussi très inquiétant c'est la multiplication des fichiers avec une accélération depuis la crise sanitaire où l'un des derniers en date est celui des personnes qui se font vacciner et dont les données confidentielles vont être exploitées par des boîtes privées. C'est d'autant plus inquiétant que l'Etat a mis en place la marchandisation des données de santé des français via une plate-forme comme Microsoft. C'est encore plus inquiétant quand on connaît le droit américain où par exemple l'extraterritorialité permet aux agences américaines d'aller fouiller dans les informations qui leur sont confiées à partir du moment où les serveurs sont américains même s'ils se trouvent sur le territoire français. Alors que des entreprises françaises étaient tout à fait capables de gérer nos données avec la protection du droit français.

**On ne peut pas mettre à terre les intérêts d'un pays pour satisfaire les intérêts de quelques-uns ! On ne peut pas briser en mille morceaux notre modèle social pour satisfaire les dividendes d'une petite minorité !
Et pourtant si, ils le font ! Malgré toutes les conséquences dramatiques de court terme et toutes celles encore plus terribles qui suivront !**

L'Etat providence ne doit pas être là pour sauver les banques mais pour sauver des vies ! Car toutes les vies sont importantes !

**Cela impose d'arrêter le pillage en cours des caisses de la sécurité sociale !
Cela impose d'arrêter de sacrifier les personnes les plus vulnérables et la jeunesse !**

**Cela impose d'interdire les licenciements comme certains pays l'ont fait !
Cela impose de réquisitionner des moyens de production pour soigner la population !
Cela impose d'arrêter les fermetures de lits et de services comme c'est encore le cas actuellement !**

Cela impose de sortir de la logique où nos valeurs de la République (Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité...) ne sont plus que des variables d'ajustement avec des moyens prédéfinis sans tenir compte des véritables besoins des citoyens !

Cela impose de procéder à des embauches massives dans les secteurs clés comme la santé, le social, l'éducation nationale... et tous ceux liés à la prise en charge de l'intérêt général !

Pour ouvrir des lits et notamment de réanimation, il faut embaucher !

Pour dédoubler les classes, il faut embaucher !

Ce qu'il manque ce n'est pas la possibilité c'est la volonté !

Cela exige de sortir des enveloppes fermées pour la santé, le social, les retraites, l'éducation, les services publics...

Il nous faut continuer à nous organiser, continuer de faire monter la pression, semer des graines de résistance partout où c'est possible, et créer les conditions d'un réel basculement vers un autre projet de société en y mettant toute l'intensité qu'il faudra !

C'est ce que nous continuerons à faire dans les prochains jours, les prochaines semaines et prochains mois !

A l'appel du syndicat CGT de l'établissement qui a déposé un préavis de grève ainsi qu'à l'appel de l'USD CGT Santé et Action 04 :

**RASSEMBLEMENT
JEUDI 11 FÉVRIER 2021 À 13H30
DEVANT LE CENTRE D'ACCUEIL SPÉCIALISÉ DE
FORCALQUIER**